

à cette époque et c'est ce qu'ils ont représenté au Gouvernement canadien.

M. VIEN: Quand l'armistice fut signé, les troupes américaines n'étaient en campagne que depuis quelques semaines. A-t-on pris des mesures pour demander aux Etats-Unis d'envoyer un contingent de 3,000, 4,000 ou 5,000 hommes, selon le cas, choisis parmi les 200,000 ou 300,000 soldats américains qu'on rapatriait chaque mois?

L'hon. M. ROWELL: Pas du tout. Nous n'avons jamais prié les Etats-Unis ni un autre pays de se charger des obligations du Canada dans la dernière guerre.

M. VIEN: Le ministre est-il d'avis que, du moment qu'un pays comme le Canada a envoyé en Europe et maintenu en campagne pendant près de quatre ans 5 p. 100 de sa population, il n'avait pas le droit de demander aux Etats-Unis d'envoyer 4,000 ou 5,000 hommes en Sibérie au lieu des nôtres, sans s'attirer le reproche de supplier les Américains de faire notre part?

L'hon. M. ROWELL: Les Etats-Unis ont expédié leur contingent. L'empire britannique était obligé de fournir le sien. Il l'a fait et le Canada a fourni les soldats qui manquaient. Quant au nombre de soldats mis en ligne, la Grande-Bretagne ne s'est pas contenté d'enrôler 5 p. 100 de sa population, mais bien au-delà de 10 p. 100. . .

M. VIEN: Et les Etats-Unis?

L'hon. M. ROWELL: Permettez-moi d'abord de régler la question de la contribution de l'empire à l'expédition en Sibérie; c'est le sujet en discussion à l'heure actuelle. La Grande-Bretagne a enrôlé dans ses armées plus de 10 p. 100 de sa population, mais en sus de l'Angleterre, la Nouvelle-Zélande a envoyé outre-mer plus de 10 p. 100 de sa population, tandis que l'Australie aussi a fait beaucoup plus que le Canada sous ce rapport. Le Canada a donc accompli son devoir purement et simplement en prenant sa part du fardeau que nécessitait l'envoi de contingents alliés en Sibérie.

M. VIEN: Je suis peiné de constater que nos relations avec l'empire ont été cause que nous avons négligé les intérêts du pays. Nous aurions dû exiger non seulement que les confédérations de l'empire britannique, mais aussi toutes les autres nations alliées, fassent leur part pour envoyer cette expédition en Sibérie. Il n'y avait pas que les colonies de l'empire dont les intérêts fussent en jeu; certains pays indépendants étaient tout aussi intéressés que nous, mais ils n'ont pas contribué leur

[L'hon. M. Rowell.]

quote-part aux frais et aux sacrifices qu'a entraînés la grande guerre.

M. McGIBBON (Muskoka): Je ferai observer à l'honorable député (M. Vien) qu'il y a des gens plus près d'ici encore qui n'ont guère contribué à assurer la victoire aux Alliés.

M. VIEN: Nous discuterons ce point, quand la question viendra sur le tapis.

L'hon. M. ROWELL: Je pourrais répondre à mon honorable ami que j'ignore de quel pays il parle.

M. VIEN: Je serai franc, et je dirai que je parle des Etats-Unis.

L'hon. M. ROWELL: Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et le Japon étaient au même point intéressés aux événements de la Russie. Mon honorable ami prétendra-t-il que la France aurait dû faire davantage?

M. VIEN: Je parlerai des Etats-Unis qui, selon moi, n'avaient pas fait autant que nous, et l'intérêt du Canada voulait que l'on n'eût point à prendre part à cette expédition de Sibérie, où nos voisins auraient pu envoyer quatre à cinq mille hommes.

M. MORPHY: L'honorable député me permettra-t-il de lui demander ce que son comté a fait dans la guerre?

M. VIEN: Cela est hors de la question pour le moment.

M. MORPHY: J'aurais pensé le contraire.

M. VIEN: Cela est hors de la question pour le moment, mais quand l'heure viendra d'aborder ce sujet, je saurai répondre comme il faut à mon honorable ami.

L'hon. M. ROWELL: Avec toutes ces interruptions, nous n'avons guère, mais je veux bien répondre à toutes les questions qui me seront faites à propos des crédits. Mon honorable ami assure que le Canada a fait plus que sa part. . .

M. VIEN: Oui, plus que sa part.

L'hon. M. ROWELL: et que ses intérêts ont été sacrifiés dans cette guerre.

M. VIEN: Dans l'expédition de Sibérie.

L'hon. M. ROWELL: C'est là une opinion que je ne partage point, et je suis prêt à discuter la chose avec lui comme avec tous ceux qui partagent son opinion. Mon honorable ami déclare que nous aurions dû nous retirer et laisser aux Etats-